

GARGARISMES

la feuille de chou qui s'occupe des oignons

prix
1,20€
indicatif

INFOS AUTOUR DE RENNES

N°5 ★ HIVERTEMPS 2016

GARE SUD (P. 5)
EN VERT ET CONTRE TOUT (P. 6)
COORUS & MIGRANT.E.S (P. 3 & 4)
PRAIRIES LIBRES (P. 8 & 9)
HACKERSPACES (P. 10)
MARYVONNE (P. 2)

Des gentes
avaient construit
une terrasse
en bois
tout en
haut

SONNÉ.E.S. Par les attentats, certes. Et surtout par ce qui les suit. De l'émotion collective, on a glissé rapidement et sans effort vers un nationalisme sécuritaire et guerrier, soutenu et validé par une grande partie des médias. Ces mêmes médias ont d'ailleurs discrédité les premières voix qui jouaient autre chose que leur symphonie bleu-blanc-rouge ; qui rappelaient par exemple que chaque jour il se produit des attentats et que des personnes meurent dans des conflits armés par la France – quand elle n'y participe pas elle-même. Oui, la France est « en guerre » mais de son plein gré et depuis un long moment.

On ne voit ici ni « choc de civilisations », ni « guerre de religions ». On y voit surtout un État capitaliste parmi d'autres, qui se fout bien de la précarité dans laquelle il met de plus en plus de monde, dans et au-delà de ses frontières, et qui alimente des discriminations criantes en agitant un autre épouvantail : « l'identité nationale ». En France, la montée des mouvements identitaires et de l'islamophobie sont inquiétantes. Preuves s'il en fallait : la recrudescence de menaces et violences dans tout le pays, observée également en Angleterre, au Canada et aux États-Unis depuis plusieurs semaines. Par exemple à Pontivy le 14 novembre, l'extrême-droite bretonne défilait contre l'accueil des migrant.e.s et a agressé plusieurs personnes.

À l'heure où nous bouclons ce numéro (le 2 décembre), les réactions du gouvernement ont été les pires possibles. La proclamation de l'état d'urgence et sa prolongation sur 3 mois, votée à la quasi-unanimité par un parlement débile, marquent un virage sécuritaire dramatique. C'est cette même loi de 1955 qui a ouvert un cadre légal à toutes les violences policières durant la Guerre d'Algérie – jusqu'au massacre du 17 octobre 1961. On a toutes raisons aujourd'hui de se méfier davantage d'une police plus armée et pas moins raciste qu'hier. Quelle forme terrible prend le « contrôle au faciès » sous l'état d'urgence socialiste ? Parallèlement, ce qu'on pouvait craindre eut tôt fait de se produire : sous couvert de « lutte contre le terrorisme », l'État policier muselle les mouvements sociaux – contre la COP21 notamment – perquisitionne et assigne à résidence les individu.e.s qui le dérangent sur de simples suspicions.

Il semble plus que jamais nécessaire de rester solidaires et déterminé.e.s dans les luttes contre toute forme de racisme et de xénophobie, dans les luttes féministes, les luttes de migrant.e.s, celles pour l'accès au logement et à la terre, contre les violences policières, etc. Pas d'identité nationale, mais des identités multiples ; et il nous appartient de défendre un monde dans lequel toutes peuvent coexister librement. S'il paraît évident que Daesh ne partage pas ce point de vue, il ne faudrait pas oublier que l'État français ne le partage pas non plus.

Sonné.e.s. Mais pas abattu.e.s ; en rage.

(suite au dos du journal)

Cette nuit-là,
trois personnes
s'enfuyaient par
les toits

On faisait des
batailles de
bardane

La voisine est
morte quelques
semaines avant
que je parte

